

Plaidoyer contre le projet Europa Vallée

Historique

Il est annoncé par le groupe familial Mack depuis 2018, a donné lieu à plusieurs articles de presse et suscité une étude de la Collectivité européenne d'Alsace ([CeA](#)).

Passée de 16 hectares à près de 100 hectares en 50 ans, l'expansion d'[Europa Park](#) est aujourd'hui impossible sur le site de Rust, du côté allemand, celui-ci arrivant en limite de zone naturelle protégée et en limite de saturation. Il s'agirait donc de trouver de nouveaux sites pour augmenter les capacités du parc d'attraction et son potentiel d'hébergement.

Les annonces de complexe hôtelier ont été précédées de l'annonce d'un projet de téléphérique traversant les zones protégées du [Taubergiessen](#) pour relier Europa Park à la rive française du Rhin.

En 2018, il s'agissait d'un complexe annoncé à 200 hectares près de [Diebolsheim](#). Il aurait depuis été redimensionné à une soixantaine d'hectares de constructions hôtelières, avec des aménagements touristiques et de loisirs.

Les informations restent vagues : 800 chambres et 400 emplois sont annoncés, alors que sur une capacité seulement supérieure de 30%, Europa Park compte un total de 5800 lits, en plus de 70 attractions pour 7.5 millions de visiteurs annuels.

Démarches et tractations

L'entreprise familiale Mack annonce depuis quelques années une volonté d'expansion vers la rive française du Rhin qui s'est concrétisée par une série d'investissements et d'acquisitions, dans le vignoble alsacien à Ollwiller, à Diebolsheim, et à Eschau où réside la Filiale France de l'entreprise. Elle a aussi fait état de projets de téléphériques sur l'un ou l'autre site touristique alsacien, qui ont soulevé de vives oppositions.

Bétonnage contre démocratie

Le projet fait l'objet d'un grand intérêt de la part d'élu.e.s, qui ont soutenu la démarche, notamment le président du conseil général du Bas Rhin (avant la création de la CeA) qui souhaitait la révision du [Schéma d'orientation territorial de Strasbourg](#), après avoir fait effectuer une étude, sous l'égide de l'Agence de Développement d'Alsace (ADIRA), par des cabinets de conseil privés.

Cette étude a été financée via l'ADIRA à hauteur de 260 000 €uros (fonds publics), mais reste cachée au public. Nous sommes obligés de saisir la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) pour en prendre connaissance, l'ADIRA et la CeA n'ayant à ce jour transmis aucun document.

Toutefois, après une mise en veille du projet en 2023, non officiellement annoncé, certain.e.s élu.e.s * ont entamé des réunions confidentielles, notamment dévoilées par le média [Rue 89 Strasbourg](#) en novembre 2025, pour aller plus loin dans l'appui à ce projet privé.

Potentiel impact local

L'accès au site (non précisément situé à ce jour mais proche de Diebolsheim) ne pourra se faire que par la route. Il y aurait à minima 800 véhicules / jour effectuant des trajets quotidiens sur les routes départementales desservant Diebolsheim. Les données de trafic moyen indiquent environ 5000 véhicules par jours actuellement, nous verrions une augmentation du trafic de l'ordre de 20% en moyenne pour une emprise annoncée actuellement à environ 60 ha. Les routes d'accès ont une capacité de trafic limitée et passent par des villages qui l'ont restreinte.

Au vu de l'expansion immodérée de l'entreprise Mack et d'Europa Park ces dernières années, le projet Europa Vallée serait une première bétonisation de terres agricoles dans le ried de centre Alsace, sans aucune garantie de limitation d'une extension future par des élu.e.s pour qui le moindre investissement immobilier est synonyme de "progrès".

Le projet induirait un déséquilibre entre l'offre d'habitat et les besoins nouveaux d'hébergements, avec une difficulté significative d'accès au logement pour les habitants voisins.

Même si une partie des terrains convoités par l'entreprise Mack sont des champs de maïs, ils doivent être préservés du bétonnage.

Un des aspects importants du ried de centre Alsace est l'équilibre de son éco-système et le respect des espaces naturels locaux, facteurs de bien vivre. Les habitants du secteur n'ont pas d'aspiration à renoncer à cet agrément pour favoriser des investissements touristiques étrangers.

Impact global

Europa Park ne publie pas son bilan carbone mais il génère à minima 37.5 millions de tonnes de CO2 pour le transport (clients, personnels, fournitures).

Aujourd'hui, les nuisances visuelles, sonores d'Europa Park polluent la vie des citoyens de Rust, sans que soit mentionnée la qualité de l'air dégradée par le transport routier local massif généré par les millions de visiteurs et les activités du parc. Une association allemande à Rust se mobilise pour stopper l'expansion du parc d'attraction dans la commune ([Jetzt langt's !](#)).

Aujourd'hui, la qualité de l'air dans la région est régulièrement qualifiée de moyenne à mauvaise ; nous l'avons largement éprouvé en cet été 2026.

De même, la canicule de cet été a été marquée par de fortes restrictions de l'usage de l'eau dans les communes visées par Europa vallée, et par le mauvais état des cours d'eau et de la nappe phréatique. Le cumul de nouvelles ponctions en eau potable, et en charges d'assainissement ne sont pas envisageables à long terme avec les périodes de restrictions prévisibles.

L'aménagement d'une attraction touristique majeure générera un afflux comparable au sur-tourisme saisonnier du piémont des Vosges et de Strasbourg au moment de Noël.

Les actions menées

Depuis 2018, et plus massivement encore depuis 2025, nous avons organisé de nombreuses actions de sensibilisation de la population locale, et faisons entendre notre voix. Celle-ci porte ses fruits au sein de la population, et mobilise mais nos préoccupations sont à ce stade ignorées par les décideurs.

Actions réalisées à ce jour pour faire entendre notre voix :

- Organisation de réunions publiques et de consultations citoyennes.
- Plaidoyer et interpellations auprès des protagonistes alsaciens du projet.
- Organisation de manifestations et tractage massif dans les communes voisines du site visé.
- Création d'une [pétition](#) qui a recueilli des milliers de signatures.
- Sensibilisation à travers des campagnes d'information et dans les médias.
- Création d'un [site internet](#) dynamique et riche en données et argumentaires.

Exigences citoyennes

Nous demandons la communication de :

L'ensemble des prescriptions et mesures de protections environnementales, les prescriptions relatives à l'urbanisation, l'ensemble des zones et périmètres protégés sur le territoire de la communauté de communes d'Erstein Benfeld,

Les avant-projets ou les projets communiqués par l'entreprise à la CeA au sujet des caractères de déploiement touristique et commercial,

Les réponses transmises à l'entreprise Mack par les services de la CeA, le temps de travail consacré par les services instructeurs à la rédaction de ces documents, ainsi que les documents émis par les services de l'état,

L'enquête et les conclusions du rapport de l'ADIRA de 2023 au sujet des perspectives de développement touristique et économique en Alsace centrale, ainsi qu'un récapitulatif des délibérations ayant permis le financement de cette étude,

Le bilan carbone, social, et écologique de l'entreprise Mack dans son état actuel,

Au vu des développements de ce dossier, nous considérons que tout projet sur le territoire doit être précédé par une information exhaustive du public, une étude et une concertation publique sur les besoins et les attentes de la population, une consultation sur les résultats de l'étude de l'ADIRA avant de proposer un projet et de l'imposer à la population.

Les perspectives d'actions

Nous voulons pouvoir organiser dans chaque commune une réunion d'information sur l'état actuel de connaissance du projet et les risques réels d'une démarche autoritaire et non concertée mettant à l'écart toute information au public et aux citoyens.

Nous voulons pouvoir diffuser étape par étape les réponses des pouvoirs publics sur les plans du projet et les tractations en cours.

Nous préparons un plan d'action juridique dissuasif pour entraver toute modification des plans d'orientation territoriale et d'urbanisme visant à artificialiser et à bétonner des espaces agricoles et naturels.

Nous préparons une campagne de transparence sur l'impact environnemental réel d'Europa Park et d'Europa Vallée.

* Participants à la réunion confidentielle du 7 juillet 2025 : Stéphane Schaal président de la communauté de communes du canton d'Erstein (3CE)- le sous-préfet de l'arrondissement Sélestat-Erstein Michel Robquin ainsi que d'autres agents de l'État (Dreal, DDT, ONF, DGFIP...), la maire de Diebolsheim Brigitte Neiter, des cadres de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), de l'Agence de développement d'Alsace (Adira) et de la Région Grand Est. Et bien sûr, des représentants du porteur de projet, la société Mack One. Ses actionnaires, la famille Mack, sont aussi aux commandes d'Europa-Park.

Acteurs mobilisés et contacts

Association Alternative Nature : alternative-nature@laposte.net

Collectif le Chaudron des alternatives : contact@chaudrondesalternatives.fr

Site internet dédié : <https://stop-europa-vallee.fr/>

Administrateur site internet : contact@stop-europa-vallee.fr

Canal d'information telegram : t.me/NonEuropaVallee